

Le PALIPEHUTU change d'appellation

PANA, 09/01/2009 Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL, rébellion) a accepté solennellement, vendredi, de renoncer définitivement à son appellation actuelle à connotation ethnique pour répondre désormais au nom de "Forces nationales de libération" (FNL). L'annonce a été faite devant un parterre de diplomates et de représentants du gouvernement burundais par le leader du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Agathon Rwasa.

La guerre civile de ces 14 dernières années au Burundi a vu la participation active de sept rébellions à dominante hutu (ethnie majoritaire) opposées au pouvoir de la minorité tutsi. Concernant les nouveaux développements dans le processus interburundais de paix, l'enjeu est de taille puisque le changement d'appellation conditionnait la reconnaissance du plus vieux mouvement rebelle du pays (28 ans de lutte armée) en tant que parti politique pouvant œuvrer dans la légalité constitutionnelle, prévoit un accord de cessez-le-feu avec le pouvoir central à Bujumbura. La Constitution en vigueur dans le pays n'autorise pas, en effet, l'existence légale d'associations à caractère politique réclamant d'une ethnie, région ou religion donnée. Les désormais "FNL" doivent, par ailleurs, procéder vite au rassemblement de milliers de combattants encore dispersés dans la nature dans des endroits connus et protégés par des forces de l'Union africaine (UA) présentes au Burundi pour être en phase avec l'accord du 7 septembre 2006. Le rassemblement prépare la Démobilisation, le désarmement et la réintégration (DDR) dans une nouvelle vie socio-économique des 21.000 combattants que revendique le mouvement rebelle sur le terrain. Les cadres FNL doivent également trouver des places "convenables" dans les hautes sphères du pouvoir politico-militaire en contrepartie d'une durable paix des braves. Le gouvernement burundais leur propose, pour le moment, 33 postes de responsabilité à partager en diplomatie, dans les administrations centrale et territoriale. La position des FNL, sur ces postes jugés "mineurs", n'est cependant pas encore clairement tranchée et risque de retarder encore la mise en application intégrale et rapide de l'accord de cessez-le-feu. Le dernier point encore litigieux, dans l'accord de cessez-le-feu, porte sur la libération complète d'un millier de prisonniers politiques et de guerre des FNL. Mais, là aussi, les choses semblent bouger dans le bon sens car l'Etat burundais a commencé à s'acquitter de cette tâche depuis la semaine passée.